L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 1er AVRIL 1854.

Imprimé et publié par G. F. WEISSE & Cogr.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUPOUR.
E. DUVERGER. S. MARBY.
N° 63, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 1er AVRIL.

RECRIMINATIONS.

Nous croyons devoir réduire à leur juste valeur les plaintes qui s'élèvent contre ce que l'on appelle les violences exercées dans le 7e poll. Oui, des violences y ont été exercées, mais par qui? Par une troupe de forcenés qui, ayant organisé la fraude sur une vaste échelle et craignant de la voir déjouer, a eu l'inconcevable audace de pénétrer dans le bureau, armée de bâtons et de massues, pour en chasser les honnêtes citoyens qui s'étaient volontairement mis en service. Voyez ce qui devrait exciter l'indignation de nos adversaires.

Posons nettement la question. D'honorables citoyens ont été attaqués par de vils chenapans. Ils avaient dû recevoir des coups de bâton et faire tout ce qu'ils auraient pu pour se défendre; et, effectivement une horde de gens armés a été démoralisée. Mais, les gens de la réforme ont trop de cœur pour ne laisser aussi triompher. La police était dû les protéger, mais elle était occupée, de l'autre côté de la rue du Canal, à embrigader des électeurs. D'ailleurs les bandits qui ont attaqué le septième poll étaient conduits par un agent de M. O'Leary!

Les défenseurs de la sincérité dans les élections étant donc assaillis au sont défendus, et se sont défendant ont frappé mortellement un homme. Sur qui doit tomber la responsabilité de ce sang? Sur les provocateurs. Pour se défendre contre le bâton des assommeurs de Mackie, il fallu se servir d'autres armes que celles dont la nature nous a dotés. Cependant le résultat prouve que les moyens attiques ont fait preuve d'une extrême modération. La vue seule de la mort a suffi pour mettre en fuite l'ignoble cohorte qui avait fait irruption dans le poll.

Nous demandons à connaître où se sont trouvés des moyens de se défendre à moins armes, nous pourrions le faire. Mais, nous le répétons, la police a manqué à son devoir. Pourquoi, au contraire, un de ses chefs, le capitaine Hall a-t-il mis à la tête de l'émeute?

Il est nécessaire de s'indigner contre l'acte de violences qui se développent. Il est mieux que ce soit M. Mackie lui-même qui, non content d'essayer de représenter une agression violente, ou qui l'a faite, ait reconnu que les choses ne se sont pas passées ainsi. Le coup que l'on porte pour soutenir cette infâme cause retombe sur elle-même. Voyez ce qui s'est passé au 7e poll. Une immorale turbe, factieuse, émeutière, criminelle. Cette mission n'a pu avoir lieu le 7e ward, lequel on sait n'a donné que — voix de majorité à M. Pierce et 450 à M. Hubert! — qui, malgré un vote semblable, malgré un vote... n'a pu avoir lieu. Et pourquoi? Parce que des voix légales leur ont été enlevées par une immorale turbe factieuse, émeutière, criminelle. Cette mission n'a pu avoir lieu le 7e ward, lequel on sait n'a donné que — voix de majorité à M. Pierce et 450 à M. Hubert! — qui, malgré un vote semblable, malgré un vote... n'a pu avoir lieu. Et pourquoi? Parce que des voix légales leur ont été enlevées par une immorale turbe factieuse, émeutière, criminelle.

Nous nous proposons de signaler, dans un prochain article, les actes de fraude et de violence qui ont entravé la cause du parti honnête et qui les auteurs de la réforme, auront à rougir. Il suffira de représenter fidèlement ces actes infâmes, pour les faire disparaître. Le but de ces quelques lignes est d'appeler l'attention toute spéciale du Maire et de ses Recorders sur ce qui s'est passé dans les élections dont la Nlle-Orléans a été jusqu'ici la déplorable victime. Nous voulons parler de ces individus qui, sous le titre d'officiers de police, mais qui n'ont pas même été élus par la Nlle-Orléans, déshonorent les théâtres de désordres inqualifiables, ils tromperaient les espérances que leur réputation d'hommes honorées avait fait concevoir. Mais tel ne sera pas le cas.

M. Lewis n'ignore pas qu'il a reçu l'appui d'une grande partie des amis de la réforme et que s'il ne l'a pas avancé ce fut, de son plein gré, pour ne pas donner à croire que la réforme était une affaire de parti. D'ailleurs les habitants de la Nlle-Orléans lui ont assez souvent donné des preuves de leur estime pour qu'ils aient le droit d'attendre de son administration une protestation non-équivoque contre les menées de ceux qui nous ont pour ainsi dire volés.

M. Lewis tient probablement à conserver le poste auquel vient de le élever, à une belle majorité, le peuple de Deuxième District. Eh bien! qu'il reprenne à cette coalition en se joignant au parti qui s'est engagé solennellement à expurger le nid qui nous ronge. Nous ne lui demandons pas de faire abnégation de ses préférences personnelles, mais de confier les importantes fonctions d'agents de police aux hommes que la confiance publique a désignés pour leur imposer les ordonnances municipales.

Nous nous sérions abstenus de la lutte cet appel si ils avaient digne et impartiale dont il s'est acquitté dans devoirs de Recorder ne nous eut donnait l'assurance qu'il met la prospérité de sa ville natale au-dessus d'un triomphe passager. Là il forme l'arsenal est silencieux. Il nous commande, et il n'aura qu'à s'en faire un plus tard. Le peuple finit toujours par punir un mauvais magistrat, témoin le célèbre ordonnance de M. Wood. Sur que l'on croyait invincible il manque rapidement de remplacer un recorder intègre; M. Monroe est à même d'en juger.

PEUPLE.

Horlogerie et Tonne des Livres.

Pour ceux qui aiment à connaître le Code de Droit Brun, Rue Bienville, no 104, rue du Canal. Les gentlemens qui désirent acquérir une belle écriture ainsi que connaître supérieurement la tenue des livres, feraient bien de s'adresser chez ces derniers.

Chacun sait aussi que les montres livrées aux ventes, ceux qui ont brisé la boîte que les contenait, ont constaté que le mouvement était toujours en bon état. Ces montres sont garanties pour trois ans. Elles ne peuvent manquer de se vendre avec rapidité.

Nous croyons devoir rappeler à nos lecteurs les circonstances principales de l'affaire Mackie, afin de mettre à même de juger de la conduite que doivent tenir les officiers de police. Le 7e poll était ouvert à 8 heures du matin, et dès 9 heures, les électeurs de la réforme, à la tête desquels se trouvaient MM. Hall, Lewis, Hubert et W. Hennington ont procédé régulièrement à l'assermentation des officiers du poll, MM. J. K. Hall, John Liebhaeger et H. W. Hennington ont prêté également l'assermentation entre les mains de M. Lewis, lorsque celui-ci est arrivé.

M. Hall, qui remplissait l'office de président, a, à 10 heures, déclaré que le poll était ouvert et qu'il allait procéder à l'appel. Mais à peine avait-il prononcé ces mots, que la porte s'ouvrit violemment et livra passage à une bande de gens armés de bâtons, de pistolets et de couteaux. Ils se précipitèrent sur les tables, renversèrent les urnes, déchirèrent les bulletins déjà déposés, et, après avoir commencé à frapper les électeurs, ils se mirent à tirer des coups de pistolet. Ce fut alors que M. Hall, qui s'était armé d'un bâton, déchargea un coup de poing sur la tête de Mackie, qui tomba sur le plancher. Les assaillants s'enfuirent alors en désordre, emportant avec eux leur chef, qui, en tombant, avait laissé échapper son chapeau.

Tel est le récit fidèle de ce qui s'est passé au 7e poll. Nous ne pensons pas que l'on puisse trouver dans cette conduite de M. Hall, qui n'a fait que repousser la force par la force, rien qui puisse motiver une accusation. Il a agi comme tout homme qui se trouve attaqué dans sa propriété ou dans sa personne, et il a eu le droit de repousser la violence par la violence. Nous ne pensons pas que M. Lewis ait l'intention de le poursuivre pour avoir défendu la cause de la réforme, et nous ne croyons pas que le jury, composé de citoyens honnêtes, le déclare coupable d'avoir voulu protéger les droits de ses concitoyens.

Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer que M. Lewis a montré, dans cette circonstance, une grande modération, et qu'il a fait preuve d'une impartialité qui ne se trouve pas toujours chez les hommes qui sont revêtus d'une autorité quelconque. Il a laissé les électeurs de la réforme se défendre contre les bandits qui les attaquaient, et il a attendu que ceux-ci fussent en fuite pour arrêter M. Mackie. Il a agi de même à l'égard de M. Hall, qu'il a laissé libre jusqu'à ce que le jury ait prononcé sur son sort. Nous ne pensons pas que M. Lewis ait jamais eu à se louer autant de la modération de sa conduite que dans cette circonstance.

Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer aussi